

de la Turquie à adhérer à l'Union

LE MONDE 18. 3. 97

p 5.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

En rappelant, samedi 15 mars, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze à Apeldoorn, que la Turquie avait vocation d'adhérer à l'Union européenne, la France a pris une initiative qui aurait connu sans doute plus de retentissement si, en raison de l'actualité, l'attention lors de cette réunion n'avait pas essentiellement porté sur les événements d'Albanie. La position exprimée avec beaucoup de netteté par Hervé de Charette, le chef de la diplomatie française étrangère, a apparemment été bien accueillie ; Théodore Pangalos, son collègue grec, a rappelé les griefs d'Athènes à l'égard des autorités turques, mais il s'est exprimé avec modération, ce qui permet peut-être d'espérer des résultats constructifs lors de la prochaine session du Conseil d'association de l'UE avec la Turquie le 29 avril prochain. Tel serait le cas si la

Grèce levait son veto à la reprise de la coopération financière avec Ankara.

Tançu Ciller, le ministre turc des affaires étrangères, a adressé ces derniers temps plusieurs lettres à la présidence de l'Union, qui apparaissent comme autant de mises en garde que d'appels à la solidarité. La Turquie n'en peut plus de se sentir négligée, rejetée par l'Union, alors qu'elle est associée à la Communauté depuis 1964, qu'elle est supposée être en union douanière avec elle depuis le 1^{er} janvier 1996. Inquiétant les Etats-Unis, les Turcs sont allés jusqu'à menacer de mettre leur veto à l'élargissement de l'OTAN, si la porte de l'Europe leur restait fermée. C'est cette situation de blocage psychologique que l'intervention de M. de Charette tend à dépasser : « La Turquie a bien vocation à l'adhésion ; ce qui a été indiqué en 1964 doit être confirmé avec force dans l'intérêt de l'Union, de la Turquie, de la stabilité internationale et de celle de cette région. La France pense que le moment est venu de confirmer cette vocation. »

Comment procéder ? Fin 1997 ou début 1998 seront lancées les négociations d'élargissement avec les pays d'Europe centrale, ainsi qu'avec Chypre. Tous ne feront pas partie de la première vague d'adhérents. Mais la Turquie souhaite au moins figurer sur la ligne de départ. « Nous trouvons légitime que la Turquie souhaite y être incluse », a déclaré M. de Charette, en soulignant que l'adhésion ne devra pas se décider « sur des critères ethniques et religieux ».

L'Union attend cependant des gestes d'Ankara, notamment une réponse à sa déclaration de juillet 1996, où elle suggérait que le litige opposant la Turquie à la Grèce à propos des îlots contestés de la mer Egée soit soumis à la Cour internationale de justice de La Haye ; ou davantage de souplesse pour faire progresser une solution politique à Chypre. Il est souhaitable que les premiers signaux positifs arrivent d'ici à la réunion du Conseil d'association du 29 avril.

Philippe Lemaître

Plusieurs pays occidentaux estiment que le président albanais doit démissionner

Le nouveau gouvernement ne souhaite cependant pas le départ de Sali Berisha, qui estime-t-il, ne favoriserait pas le rétablissement de l'ordre. Les Européens ne sont prêts à envoyer que des conseillers civils et militaires

Les Européens n'ont pas répondu aux appels lancés la semaine dernière à la fois par le président albanais Sali Berisha et par le nouveau gouvernement d'union nationale de Tirana en faveur d'une intervention mili-

taire extérieure. Écartant une telle éventualité, de même que l'envoi d'une force de police internationale, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ne se sont entendus que sur l'envoi d'une

mission d'évaluation des besoins. Certains pays membres se sont dits prêts à envoyer des conseillers militaires et policiers auprès des autorités albanaises. Plusieurs pays occidentaux, au premier rang desquels les

Etats-Unis, se prononcent pour la démission du président albanais. Les insurgés du sud du pays réclament ce départ, mais pas le gouvernement d'union nationale. M. Berisha a estimé, lundi, que le danger d'un

calme civil s'éteint éloigné mais que le calme demeure fragile. Il a dénoncé « des services secrets » et « des groupes qui visent à arriver au pouvoir par les armes » (Lire aussi notre analyse en page 15.)

L'UNION EUROPÉENNE a donné une réponse minimaliste aux appels lancés la semaine dernière par les autorités albanaises, qui demandaient une aide d'urgence pour rétablir le calme dans le pays. Les ministres des affaires étrangères des quinze, réunis à Apeldoorn, aux Pays-Bas, samedi 18 et dimanche 16 mars, ont écarté l'idée d'une intervention militaire et ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'envoi d'une force de police internationale en Albanie. « Au tendant, nous, en l'attente d'une réponse, a dit le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Jacques Ruffin, nous sommes satisfaits de la réunion des chefs de la diplomatie euro-

pénne. Le ministre français, Hervé de Charette, a expliqué qu'il était « hors de question d'aller rétablir l'ordre dans les villes et les villages d'Albanie ». Partant de ce postulat, la France, l'Italie et la Grèce s'étaient repliés sur la proposition d'envoyer une force de police qui aurait pu notamment « sécuriser » l'aéroport, les ambassades et les bâtiments publics dans la capitale. L'opposition de certains pays, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, a eu raison de cette idée, et les quinze se sont repliés vers une position représentant le plus petit dénominateur. « Nous ne pouvons pas nous engager dans une aventure », a résumé le ministre allemand, Klaus Kinkel. « Dans une

situation comme celle-là, on ne peut pas envoyer une force de police. » ÉVALUER LES BESOINS Un consensus ne s'est dégagé que pour envoyer une mission d'évaluation dirigée par le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Ansembourg, afin d'évaluer les besoins. Cette mission devait se réunir lundi à Rome, avant de gagner Brindisi, où elle devait embarquer à bord d'hélicoptères militaires italiens à destination de Tirana. Les quinze font par ailleurs état, dans leur communiqué, d'une « disponibilité parmi les Etats membres pour envoyer une mission d'assistance civile, ainsi que dans les

domaines de la police et de l'armée », autrement dit des conseillers, en consultation avec l'ONU. Ils déclarent que l'Union européenne est disposée à reprendre son aide financière et humanitaire à l'Albanie « dès que les conditions de sécurité seront assurées ». L'idée d'installer à Tirana un « administrateur » de l'Union européenne, comme cela s'est fait dans la ville croato-musulmane de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, a été écartée. La réponse de l'Europe est donc loin de répondre aux attentes de Tirana, qui avaient été relayées par l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky, à l'issue de la mission qu'il avait effectuée la semaine dernière auprès des diri-

geants albanais pour le compte de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Les représentants permanents des quinze-quatre pays membres de l'OSCE - parmi lesquels les quinze européens - réunis samedi à Vienne se sont prononcés en faveur d'une opération militaire occidentale en Albanie, sans cependant qu'aucun d'entre eux n'engage explicitement la participation de son pays. Les Européens paraissent aussi divisés sur le soutien à apporter ou non au président Sali Berisha, que les Américains, pour leur part, ont « lâché ». Le représentant américain à l'OSCE s'est déclaré favorable au « départ » de M. Berisha, lors de la réunion de Vienne. Sans être aussi explicite, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déclaré à Apeldoorn : « Le président Berisha de vrait résilier volontairement la fonction dans son pays ». Et le secrétaire d'Etat grec aux affaires européennes Yannis Karamitros a estimé, samedi, que sa démission serait « positive » pour un règlement de la crise. Dans les milieux diplomatiques français, un soulagement en revanche que le président albanais avait jusqu'ici suivi toutes les recommandations qui lui avaient été faites par les Européens. (AFP/Reuter)

Le calme de Tirana tranche avec les troubles qui secouent le Sud

TIRANA (de notre envoyé spécial) La journée de deuil pour les victimes des troubles s'est transformée en une tournée pour l'ordre public. Au centre de Tirana, sur la place Skanderbeg, des milliers d'Albanais ont fraternisé, dimanche 16 mars, avec les forces de l'ordre. La foule, à l'instar de brandissants de fleurs, a acclamé la police gouvernementale. « Vive l'Albanie ! », hurlaient les Tiranois. Les hommes grimpaient sur les capots et les toits des fourgonnettes des forces de l'ordre, les femmes offraient des fleurs aux policiers, qui agitaient leurs kalachnikovs sans tirer en l'air.

Une pancarte portait le prénom du premier ministre socialiste, « Bashkim ! » (Finis), qui tente ces derniers jours de ramener l'ordre à Tirana grâce à de nouvelles unités de police. Le rassemblement n'était pas très spontané et s'inscrivait dans la volonté gouvernementale de défendre l'atmosphère. Des badauds ont cependant rejoint les manifestants en frappant dans leurs mains, et en clamant leur refus de l'anarchie. « Les Albanais sont calmement rentrés chez eux ou se sont parfois arrêtés aux terrasses des cafés, en ce di-

manche ensoleillé. L'atmosphère à Tirana offre un étonnant contraste avec les troubles qui continuent de secouer l'Albanie. A Durrës, sur la côte adriatique, la police a ouvert le feu au-dessus des têtes de désespérés qui avaient envahi, comme chaque jour, le port de la ville, à la recherche d'un bateau en partance pour l'Italie. Le Nord, où la situation semble moins tragique que les jours précédents, est toujours en proie à la violence et à l'anarchie, et des bandes armées règnent en maîtres sur les routes. Dans le Sud, si le degré de violence a considérablement diminué, les insurgés réclament toujours la démission du président Sali Berisha avant d'envisager de déposer les armes.

dirigés par d'anciens officiers de l'armée albanaise. M. Fino a apparemment obtenu le soutien du président Berisha pour accomplir sa tâche. Ce dernier a donné ces derniers jours des signes de bonne volonté. Il a d'abord annoncé la démission du chef de sa police secrète (SIHK), le général Gazidede, qui était l'administrateur de l'état d'urgence. Et il a amnistié dimanche le président du Parti socialiste, Fatos Nano, emprisonné depuis 1993 pour corruption. L'opposition et les organisations internationales avaient toujours estimé que Fatos Nano était un prisonnier politique, et sa libération va largement contribuer à tendre le climat entre les différents partis.

très récemment, a trouvé le président albanais « à la fois extrêmement incertain, amer, et à la fois très courageux, déterminé, certainement pas brisé ». Le président perd, chaque jour, des parcelles de pouvoir. Certains pays occidentaux, Etats-Unis en tête, se prononcent ouvertement en faveur de son retrait de la scène politique. « Les Américains focalisent leur politique albanaise sur cet homme, ce qui est très maladroit, pense un diplomate. Non seulement parce qu'une démission de Berisha générerait considérablement l'actuel du premier ministre en privant son gouvernement de son caractère multipartite. » L'homme fort du pays devient Bashkim Fino, qui doit encore rétablir l'ordre. Il veut offrir une espérance de vie à son gouvernement. Dans un pays où chaque habitant possède désormais un fusil d'assaut, où la population a peur de l'avenir et cherche souvent à fuir à l'étranger, sa tâche ne sera pas aisée. Les Albanais sont tellement déçus de leur classe politique qu'ils se méfient terriblement des promesses d'un finlance national pour un avenir meilleur.

DES SIGNES DE BONNE VOLONTÉ Le premier ministre Bashkim Fino s'est mis au travail, avec pour priorité absolue de restaurer l'ordre constitutionnel dans le pays. Il a donc appelé ces nouvelles forces de police à Tirana, a engagé tous les fonctionnaires à reprendre le travail, et il souhaite entamer un dialogue avec les insurgés. Il compte utiliser cet effet de la solidarité populaires qui est émergé dans les villes du Sud, et qui sont souvent

le « pacte de réconciliation nationale », se satisfait un diplomate européen. Les charbonniers occidentaux hésitent encore sur l'attitude à adopter face à la détermination de Sali Berisha de rester à la présidence du pays jusqu'aux élections municipales anticipées, qui doivent avoir lieu avant le mois de juin. « M. Berisha dé-

missionnera si l'opposition emporte les élections, qui seront cette fois contrôlées par la communauté internationale, estime ce diplomate. Aucun parti politique ne veut voir partir le pacte d'union nationale. Ce serait tuer le chat. » La réalité albanaise est que les meilleurs alliés de Sali Berisha sont peut-être ses opposants politiques à Tirana. Le Sud réclame son départ inconditionnel du pouvoir, et il n'est plus guère populaire dans le Nord, la région dont il est pourtant originaire. La question est de savoir si le premier ministre va parvenir à imposer son autorité sur le pays, auquel cas il pourra également imposer la présence de M. Berisha à la présidence. Cette attitude est à double tranchant, puisque c'est précisément à cause du « pacte d'union nationale » que les insurgés se méfient du gouvernement de M. Fino.

Sali Berisha est certainement très seul, retranché dans son palais présidentiel, entouré des derniers fidèles agents du SIHK. Il a eu des réunions quotidiennes avec l'opposition et des diplomates étrangers, mais il ne paraît plus contrôler l'évolution de la situation. Un diplomate, qui l'a rencontré

Rémy Ourdan

Face au chaos, de nombreux Albanais organisent leur exil

KATAVIA (frontière gréco-albanaise) (de notre envoyé spécial) « Plus rien ne fonctionne de l'autre côté », commente déabusé le chef du bureau des douanes. Le poste frontière albanais a été brisé et presque entièrement saccagé. Aux allers et retours, quelques poignées de jeunots arborent, fiers, leur kalachnikov sous l'œil inquiet de policiers grecs. Un simple cadenas ferme désormais le portail grillagé qui marque la frontière gréco-albanaise de Katavia, à moins de 100 kilomètres des « villes rebelles » de Gjirokastrë et de Saranda.

Maria, qui habite en Grèce, explique que c'est le cas de son amie albanaise qu'elle accompagne pour un rendez-vous frontalier avec son mari et l'un de ses deux fils. Les deux jeunes femmes tentent de convaincre les hommes de venir les rejoindre. Sans succès. « Je suis bien obligé de garder la maison avec les garçons, sinon tout sera détruit ou volé », dit-il. Il assure se relier avec ses fils pour « monter la garde et faire comprendre aux pillards que nous ne nous laisserons pas faire ». Maria et son amie ne parviendront qu'à leur laisser « de la nourriture pour trois jours ». En descendant vers le village, les deux femmes échangent quelques mots avec les routiers stationnés le long de la route. Des dizaines de camions sont ici volontairement bloqués par leurs propriétaires, qui « préfèrent les garder en toute sécurité et ne pas les lancer sur des routes incertaines », selon un policier.

Les bus n'assurent plus de liaison entre la frontière et la capitale albanaise. « Les rares taxis de quelque 2 500 francs pour un aller-retour. Alors qu'ils campent dans leurs camionnets et se nourrissent de quelques fruits et parfois d'un repas chaud dans la gargote du coin, les chauffeurs tiennent des paris sur la durée de vie possible de leurs cargaisons. Les quelques tonnes de bière de Michel « peuvent tenir des mois ». Les poulets réfrigérés de son ami, « pas plus de quatre semaines ». Et le troisième, avec son matériel de construction, « peut s'installer pour la vie ».

de notre envoyé spécial Le remorqueur de la marine italienne réduit les moteurs. La mer est grosse à la sortie du port. Un fort vent provoque des vagues de plus de 2 mètres. Aujourd'hui, dimanche 16 mars, peu nombreux seront les bateaux de réfugiés albanais à oser tenter de franchir le détroit d'Otrante. Ils ne seront que quelques uns : des bateaux de pêche rouillés, surchargés, dont les passagers font le signe de la victoire en entrant, sous escorte des garde-côtes italiens, dans le port de Brindisi. La traversée n'a pas été facile pour les boat people albanais, parmi lesquels de nombreux bébés enroulés dans des couvertures.

La traversée du détroit



Aujourd'hui, c'est le peur qui les fait fuir. Ils sont déjà près de cinq mille à avoir entrepris le voyage qu'ils espèrent être celui d'une vie plus facile. Aucun de ceux qui ont été interrogés ne veut retourner dans sa patrie. Pourtant, Romano Prodi, en visite à Brindisi dimanche, a averti qu'il s'agissait d'un accueil humanitaire et que les réfugiés devront tôt ou tard rentrer chez eux. Le président du conseil a lancé un appel demandant aux Albanais de refuser « la fuite et d'aider à la reconstruction du pays » avec le soutien de l'Union européenne. Le pape a également prié pour que cesse la violence et a exhorté les insurgés à « déposer les armes ».

EMBOUEILLAGE À LA FRONTIÈRE A quelque 200 kilomètres au nord, près du village de Kristalopigi, le deuxième poste frontière gréco-albanais est lui aussi embouteillé par une longue file de camions arrêtés. Ici encore, les chauffeurs attendent. Comme Michel, à qui son patron « répète de puis cinq jours qu'il doit patienter tant que la route ne sera plus sûre pour repartir ». Dans un petit café,

EN CAS D'EXODE MASSIF Pour le moment, les autorités italiennes, bien préparées à cet afflux, font face à la situation. Les effectifs des forces de sécurité ont de nouveau été renforcés, ainsi que les capacités d'accueil. Mais les structures sont déjà saturées comme à Lecce ou à Brindisi. Il a fallu ouvrir les portes des églises et des séminaires pour pouvoir loger tout le monde. Plus de huit cents réfugiés ont déjà été transportés en autobus vers le Nord, dans les Abruzzes, les Marches et la Molise afin de désengorger les Pouilles. Comme l'a dit le préfet de Brindisi, Andrea Gentile : « le problème n'est

plus celui des Pouilles, mais celui de toute l'Italie ». Et puis, il faut prévoir des places libres en cas d'exode massif - ce qui est toujours possible. En dépit de l'importance des moyens de surveillance mis en place, il est humainement exclu de refouler ces bateaux du désespoir. Samedi, le premier hébé albanais est né dans une clinique de Maglie.

Dans un grand parking couvert de la police municipale de Brindisi, les autorités sanitaires et policières procèdent à l'enregistrement et aux premiers soins. La vie s'organise sous le hangar et à l'extérieur. Les enfants s'amuse, les hommes jouent aux cartes et les femmes récupèrent de nouveaux vêtements. La plupart sont arrivés les mains vides, sans même une veste, quelquefois juste avec un sac de plastique dans lequel se trouve toute leur fortune.

La grande crainte des autorités est que figurent parmi ces exilés d'anciens criminels échappés des prisons ou des chefs de gang, déjà nombreux sur le sol italien dans l'organisation de la prostitution et du trafic de drogue. La plupart n'ont aucun document d'identité en poche. Il faut donc procéder au relevé des empreintes et établir des permis de séjour provisoires sur les seules déclarations des intéressés.

STAGES INTENSIFS IPECOM
Le spécialiste de l'accompagnement universitaire
n° Vert : 0 800 89 30 50
RÉUSSISSEZ VOTRE ADMISSION EN IUP
ET PRÉPAREZ VOTRE ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE !
IPECOM Institut d'Enseignement privé
39, rue du Ranelagh 75016 PARIS
Stand P26 - Salon de l'Étudiant
Denis Hautin-Gulraut

Michel Bâle-Richard

Le Monde 18.3.97
p 15 **La coûteuse inertie de l'Europe en Albanie**

COMME un mauvais film qui repasse, l'attitude des Européens à propos de l'Albanie nous ramène quelques années en arrière, à la veille du conflit en Yougoslavie. Pendant l'été 1991, quand l'armée fédérale yougoslave, à dominante serbe, entreprit de réduire par la force les indépendances slovène et croate, la communauté internationale afficha sa perplexité. Elle feignit de ne pas croire à l'éclatement de la fédération, lança des appels à la modération, donna la priorité à une solution « politique », écarta pendant des mois l'idée d'envoyer une force d'interposition qui aurait au moins limité les exactions et soulagé les souffrances des populations civiles. Les « experts » affirmèrent qu'il aurait fallu plus de 300 000 hommes pour rétablir la paix. L'Europe ferma les yeux sur les risques d'extension du conflit. Que serait-elle allée faire dans cette galère alors qu'elle était divisée sur les solutions à proposer ?

Faute de vouloir risquer la vie de leurs soldats pour une cause incertaine, les Etats européens expédièrent en Yougoslavie, en juillet 1991, des « observateurs » désarmés – dans tous les sens du terme – ironiquement surnommés « les marchands de glaces » à cause de leurs blouses blanches. Le groupe d'experts dépêchés par l'Union européenne à Tirana pour évaluer la nécessité d'y envoyer une mission militaire et civile, prélude à l'éventuel déploiement d'une force de police internationale, fait penser à ces « marchands de glaces ». Même les regrets affichés ici ou là que l'Union européenne n'ait pas encore de politique extérieure et de sécurité commune rappellent de fâcheux précédents.

L'Albanie n'est certes pas la Yougoslavie, comme l'a justement déclaré le chancelier Kohl. La crise albanaise ne ressemble à aucune autre. Les comparaisons avec la Bosnie, les analyses sur le post-communisme, voire les références à l'*homo sovieticus* ne rendent pas compte d'une révolte qui tarde à se donner des chefs. Les interlocuteurs font défaut, les solutions négociées sont improbables, les structures pour les mettre en œuvre inexistantes. L'Albanie n'est même pas la Somalie, où la communauté internationale s'était au moins donné pour but de séparer des chefs de clans qui se prenaient pour des seigneurs de la guerre.

LA HANTISE DE L'ENGRENAGE

Sans doute les dirigeants de l'Union européenne ont-ils quelques raisons de se montrer prudents, de ne pas vouloir se lancer dans ce que le ministre allemand des affaires étrangères Klaus Kinkel a appelé « une aventure ». Ils sont comptables de la vie de leurs concitoyens, y compris de leurs soldats, qu'ils ne sauraient engager à la légère. S'ils le faisaient, ceux-là mêmes qui critiquent leur pusillanimité, seraient les premiers à le leur

reprocher. Avant d'envoyer une force d'interposition, ils doivent avoir la réponse à des questions simples : avec qui ? où ? comment ? pour quoi faire ? pour combien de temps ? C'est ce que les Américains appellent une « exit strategy », une stratégie de sortie. Les Etats-Unis ont tenté de la mettre en œuvre en Bosnie en limitant strictement la présence de leurs troupes, mais l'expérience prouve que les délais ne peuvent pas toujours être respectés sans risquer de faire sombrer l'ensemble de l'entreprise. Cette hantise de l'engrenage explique aussi que les hommes d'Etat hésitent à s'engager dans un processus qu'ils craignent ne pas pouvoir contrôler.

Il n'en reste pas moins que les discours sur les responsabilités de l'Europe, la diplomatie préventive, la défense européenne, la volonté de s'émanciper de la tutelle américaine, etc., ont quelque chose de dérisoire, comme si les hommes d'Etat étaient pris de paralysie quand il s'agit de passer de la théorie à la pratique, comme si la crise du moment était toujours prématurée par rapport à l'avancement de la réflexion.

Les palinodies à propos de l'Albanie n'ajoutent pas à la crédibilité de l'Union européenne et donnent aux négociations de la conférence intergouvernementale sur la réforme de Maastricht un caractère irréaliste.

Contrairement à ce que déclarent certains responsables pour justifier l'attentisme, les chancelleries ne sont pas aussi démunies. « Nous devons agir sur trois fronts », explique un diplomate français : *envoyer une force de police pour aider à rétablir*

l'ordre ; apporter une aide d'urgence et dégager des fonds pour compenser, ne serait-ce qu'en partie, les pertes subies par les Albanais dans l'écroulement des « pyramides financières ». Ce sont aussi les conclusions que Franz Vranitsky, mandaté par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), avait tirées de ses entretiens vendredi avec le nouveau premier ministre albanais et les représentants des insurgés du Sud. L'ancien chancelier autrichien avait saisi à la fois l'urgence de la situation et la relative modicité des moyens à mettre en œuvre. Il était tellement conscient de l'inertie des procédures internationales habituelles qu'il proposait la formation d'une « coalition de volontaires ». Les pays agissants auraient pu le faire dans le cadre de l'OSCE, sans attendre un mandat formel de l'ONU, de l'OSCE ou de l'Union européenne, puisque toutes les parties plus ou moins représentatives de l'Albanie le demandaient.

L'ÉPREUVE DES FAITS

On n'a pas manqué de brocarder les organisations internationales, et l'ONU entre autres, pour la lenteur de leurs décisions ! Franz Vranitsky, qui ne saurait être soupçonné d'être un va-t-en guerre ou de nourrir quelque nostalgie pour les splendeurs passées de l'Autriche impériale, suggérait un moyen de passer outre. Les Européens ne l'ont pas saisi. Ils ne sont plus divisés, comme en 1991, ni par des analyses divergentes de la situation dans les Balkans, ni par des solidarités historiques opposées, ni par des intérêts

contradictoires. Ils n'ont pas de peine à se mettre d'accord sur la gravité de la crise et, s'ils se gardent de trop parler des risques de débordements sur le Kosovo et surtout la Macédoine, c'est pour conjurer le mauvais sort. Seuls les pays qui sont en première ligne, comme l'Italie et la Grèce, font pression pour une action immédiate, mais leurs partenaires les soupçonnent de nourrir quelques arrière-pensées.

L'attentisme général tient à l'absence de volonté politique partagée par les Quinze qui leur fait toujours rechercher le plus petit dénominateur commun. Dans les négociations de la CIG, les Français et les Allemands ont proposé de sortir de cette impasse par la création de « coopérations renforcées » pour des actions communes spécifiques. Sur le papier, l'idée est séduisante. A l'épreuve des faits – la crise albanaise est révélatrice – elle risque fort de n'être pas plus efficace.

Affrontés à des crises économiques et sociales, obnubilés par la préparation de la monnaie unique, soumis à une opinion publique versatile qui oscille entre l'indignation et l'indifférence, les responsables politiques européens se raccrochent à l'espoir que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, avec un minimum d'implication, et que si ce n'est pas le cas il sera toujours temps de réagir.

Ils semblent avoir oublié une des grandes leçons de la Bosnie : plus l'intervention est tardive, plus son coût est élevé.

Daniel Vernet

Et hop ! par Ronald Searle

